

COMMUNIQUE - APPEL

# Algérie : l'administration « rejette » des candidatures électorales !

mardi 10 octobre 2017, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 10 octobre 2017).

## Parti socialiste des Travailleurs

### SECTION DE BEJAIA

Après avoir promulgué une loi organique, anti-démocratique qui impose le parrainage par des signatures aux partis politiques, la justice a cédé aux injonctions de l'administration en confirmant le rejet de plusieurs candidatures.

Les dossiers de candidatures ont été rejetés en se basant sur les articles 79 et 78 qui définissent les pièces du dossier de candidature (casier vierge, nationalité, carte militaire et photo). Or les candidats remplissent toutes ces exigences légales. Le juge n'a présenté aucun document à la partie civile, mais il s'est référé verbalement à un rapport des services de sécurité : la loi ne prévoit pas une enquête préalable en vue de l'acceptation d'une candidature. Ce n'est pas à l'administration de choisir les candidats ! Le juge a ignoré la constitution de 2016 et s'est appuyé sur une loi datant de 1983 : époque du parti unique !!!

La majorité des candidatures rejetées visent les militants du mouvement social à Chemini, Tazmalt et ailleurs. Si le wali considère notre camarade Chaâbane BENANI et les autres candidatures comme pouvant porter atteinte à l'ordre public, il devrait prendre les mesures à la hauteur de ses accusations. Le camarade BENANI, candidat du PST dans la liste APW, est formateur depuis 25 ans aussi bien dans le secondaire qu'au niveau de l'Université Abderrahmane MIRA de Béjaia, syndicaliste du CLA et militant du mouvement associatif (caritatif, Mouvement du gaz de Chemini).

Toutes les restrictions contenues dans la dernière loi organique (interdiction aux fonctionnaires des collectivités de se porter candidats, le parrainage pour les partis politiques, etc.) et la remise en cause du droit à la candidature aux militants du mouvement social sont une attaque contre nos acquis démocratiques.

Le Parti Socialiste des Travailleurs rejette ces pratiques anti-démocratiques et examinera les possibilités de mobilisations.

Le PST appelle l'ensemble des partis politiques, des organisations de la société civile, toutes les militantes et tous les militants, à construire une riposte à la hauteur des atteintes à nos libertés démocratiques.

Bejaia , le 10 octobre 2017

---